



Opération :

**Reprise de la zone humide sur les anciennes lagunes,
Rue Denis Papin, Guichen (35580)**

Règlement de consultation

Marché de travaux

2025-22

Reprise de la zone humide sur les anciennes lagunes

Procédure Adaptée

Article L2123-1 du Code de la Commande Publique

Date limite de réception des plis : 11/07/2025 à 12h00

Maître d'ouvrage

Vallons de Haute Bretagne Communauté

12 Rue Blaise Pascal

35580 GUICHEN

Maître d'Œuvre

CDC Biodiversité

141, avenue de Clichy

75017 PARIS

Sommaire

Article 1 – Pouvoir adjudicateur	3
Article 2 – Objet et structure du marché	3
Article 3 – Conditions de la consultation	3
3.1. <i>Etendue de la consultation</i>	3
3.1.1. <i>Procédure de passation</i>	3
3.1.2 <i>Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles</i>	3
3.2. <i>Décomposition en lots et tranches</i>	4
3.2.1. <i>Décomposition en lots</i>	4
3.2.2. <i>Décomposition en tranches</i>	4
3.3. <i>Délai d'exécution</i>	4
3.4. <i>Notification d'erreurs éventuelles dans les documents de consultation des entreprises</i>	4
3.5. <i>Modification de détail au dossier de consultation</i>	4
3.6. <i>Délai de validité des offres</i>	4
3.7. <i>Mission OPC</i>	5
3.8. <i>Contrôle technique</i>	5
3.9. <i>Coordination SPS</i>	5
3.10. <i>Mode de règlement du marché</i>	5
3.11. <i>Conditions de participation des concurrents</i>	5
3.12. <i>Visite des lieux</i>	5
Article 4 – Composition des plis	6
4.1. <i>Unité monétaire</i>	6
4.2. <i>Documents à remettre au titre de la candidature</i>	6
4.3. <i>Documents à remettre au titre de l'offre</i>	7
Article 5 – Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
5.1 <i>Transmission dématérialisée</i>	8
5.2 – <i>Transmission éventuelle d'une copie de sauvegarde au format papier ou au format physique électronique (clé USB par exemple)</i>	9
Article 6 – Critères de sélection des candidatures	9
Article 7 – Jugement des offres	9
Article 8 - Les négociations	10
Article 9 - Les nouvelles offres	10
Article 10 – Renseignements complémentaires	10
Article 11 – Procédures de recours	11

Article 1 – Pouvoir adjudicateur

Maître d'ouvrage :

Vallons de Haute Bretagne Communauté

dont le siège social est à Guichen (35580), 12 Rue Blaise Pascal est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, immatriculé sous le SIREN 200043990

Il est représenté par son président M. Thierry BEAUJOUAN

Article 2 – Objet et structure du marché

La présente consultation concerne l'exécution des travaux de reprise de la zone humide aménagée en 2024 sur les anciennes lagunes situées rue Denis Papin à Guichen (35580). Cette zone humide a été créée en compensation des zones imperméabilisées dans la cadre de la construction d'Aquavallons, le centre aquatique intercommunal situé à Guichen.

Article 3 – Conditions de la consultation

3.1. Etendue de la consultation

3.1.1. Procédure de passation

Procédure de passation : **Procédure adaptée ouverte avec faculté de négociations**

La présente consultation est lancée selon des modalités librement définies par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique.

Conditions et déroulement des négociations :

A l'issue de l'analyse des offres sur l'ensemble des critères de jugement des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats admis à concourir.

Le pouvoir adjudicateur est libre d'inviter aux négociations l'ensemble des entreprises ayant déposé une offre irrégulière ou inacceptable afin de permettre à ces dernières de rendre leurs offres régulières ou acceptables à l'issue des négociations, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Toutefois, le pouvoir adjudicateur n'en a pas l'obligation.

La négociation pourra porter sur les éléments techniques de l'offre (qualitatifs ou quantitatifs) et/ou sur les éléments financiers, dans le cadre d'une recherche d'optimisation des coûts. Elles pourront se dérouler en une ou plusieurs étapes, dans les locaux de Vallons de Haute Bretagne Communauté ou bien par voie écrite via le profil de l'acheteur.

En l'absence d'offre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de consulter une ou plusieurs entreprises de son choix.

3.1.2 Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles

Variantes libres :

Les candidats peuvent présenter une offre affichant des variantes au cahier des charges (solution de base + propositions techniques alternatives). Ces variantes doivent apporter une plus-value technique à la solution de base et/ou une moins-value financière.

3.2. Décomposition en lots et tranches

3.2.1. Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

3.2.2. Décomposition en tranches

Le marché n'est pas divisé en tranches.

3.3. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le candidat pourra proposer un délai inférieur.

3.4. Notification d'erreurs éventuelles dans les documents de consultation des entreprises

Lorsqu'un candidat constatera une erreur dans le cadre du détail estimatif éventuellement joint au dossier de consultation et estimera qu'elle mérite d'être rectifiée, même si elle ne concerne que des ouvrages ou parties d'ouvrage dont le règlement est prévu sur prix unitaires, il présentera son offre en décomposant son détail estimatif en deux parties :

I- Le montant de la première partie sera le résultat de l'application des prix unitaires qu'il proposera, aux quantités des natures d'ouvrages qui figurent dans le cadre de détail estimatif du DCE.

II- Le montant de la deuxième partie sera celui des modifications que le candidat estimera devoir rapporter à ce cadre de détail estimatif.

- En modifiant les quantités des natures d'ouvrages qui y sont indiquées.
- Et /ou en y ajoutant éventuellement des natures d'ouvrages et en indiquant les prix et quantités correspondants.

Il appartient à chaque candidat de présenter, dans la deuxième partie du détail estimatif de son offre, des modifications telles que les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-dessus puissent être réglées aux moyens des prix forfaitaires résultant de ces modifications.

3.5. Modification de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation dans un délai de six jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet ni prétendre à un quelconque dédommagement.

Dans le cas où une/des modification(s) du dossier interviendrait(en)t dans un délai inférieur à six jours calendaires, la date limite de remise des offres se verra repoussée du nombre de jour(s) nécessaire pour respecter ce délai ou, si la modification le nécessite, d'un délai supplémentaire permettant raisonnablement aux soumissionnaires de prendre en compte ces modifications.

3.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter :

- de la date limite de réception des offres en cas de non négociation,
- de la date de signature de l'acte d'engagement en cas de négociation.

3.7. Mission OPC

Sans objet.

3.8. Contrôle technique

Sans objet.

3.9. Coordination SPS

Sans objet.

3.10. Mode de règlement du marché

Le paiement s'effectuera par mandat administratif dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de l'acompte mensuel, selon les dispositions prévues au C.C.A.P.

Le Maître d'Ouvrage procédera aux règlements des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit de compte correspondant au RIB/IBAN original fourni par l'entreprise ou, à défaut, copie certifiée conforme à l'original contresignée par l'entreprise (cachet + signature).

3.11. Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire avec mandataire commun. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

3.12. Visite des lieux

La visite du site est **obligatoire** avant toute remise d'offres.

Cette visite pourra se faire en présence du Maître d'Ouvrage et sur RDV :

- Le Mercredi 25 Juin entre 13h30 et 17h30
- Le Jeudi 26 Juin entre 13h30 et 17h30
- Le Lundi 7 Juillet entre 13h30 et 17h30
- Le Mardi 8 Juillet entre 8h30 et 17h30
- Le Mercredi 9 Juillet entre 8h30 et 17h30

Si l'entrepreneur souhaite visiter en présence du Maître d'Ouvrage, il est invité à contacter M. LEPERT, responsable Voirie et Espaces Verts à Vallons de Haute Bretagne Communauté (nathan.lepert@vallonsdehautebretagne.fr), à minima 2 jours avant la date de visite souhaitée.

Si l'entrepreneur souhaite visiter le site en l'absence du Maître d'Ouvrage, il est avisé que le site peut être fermé par les Services Techniques de Guichen ou par le Service Assainissement Collectif de VHBC et fera son affaire pour y accéder.

L'entrepreneur ayant réalisé une visite en l'absence du Maître d'Ouvrage devra en aviser M. LEPERT par mail et transmettre une preuve de visite (photos).

En l'absence de visite en présence du Maître d'Ouvrage ou en l'absence de preuve de visite, l'offre faite par l'entrepreneur sera rejetée.

Pour le dépôt de leurs offres et pour l'établissement de leurs prix, les candidats sont donc réputés avoir pris connaissance des lieux, de la nature des prestations à réaliser ainsi que de l'ensemble des sujétions et des contraintes qui en découlent.

Article 4 – Composition des plis

4.1. Unité monétaire

Le candidat est informé que le maître d'ouvrage conclura le marché en euros.

4.2. Documents à remettre au titre de la candidature

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) dans leur dernière version mise à jour ou le e-DUME (Document Unique de Marché Européen électronique) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement aux adresses suivantes :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Ils seront annexés aux éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (modèle DC2 ou document équivalent) ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références indiquant le montant, la date, le lieu et le nom du Maître d'Ouvrage accompagnées d'attestation de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat a la possibilité d'utiliser le Document Unique de Marché Européen version électronique (e-DUME) en lieu et place des documents énumérés ci-dessus (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- La lettre de candidature et, en cas de groupement, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants (modèle DC1 ou document équivalent) faisant office de déclaration sur l'honneur,
- Une déclaration sur l'honneur justifiant être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (modèle DC1 ou document équivalent),
- Un extrait Kbis ou extrait du registre professionnel,
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

4.3. Documents à remettre au titre de l'offre

- Un acte d'engagement dûment rempli – cet acte d'engagement pourra être signé au plus tard à l'attribution du marché,
- La décomposition du prix global et forfaitaire par nature d'ouvrage.
- Le cadre de réponse (transmis lors de la consultation) dûment complété relatif aux dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour assurer l'exécution des prestations.

Le cadre de réponse présentera :

- ✓ Les détails méthodologiques sur les travaux de terrassements et de renaturation
- ✓ Les moyens humains (y compris encadrement)
- ✓ Les moyens matériels (y compris installation de chantier)
- ✓ Détails sur la prévention des risques professionnels dans l'entreprise
- ✓ L'organisation de chantier
- ✓ La date de démarrage proposée par l'entrepreneur
- ✓ Le planning prévisionnel détaillé et le phasage des travaux
- ✓ Les détails sur les moyens mis en œuvre pour limiter l'impact des travaux sur la faune et la flore
- ✓ Les détails sur les moyens mis en œuvre pour limiter les risques de pollution en cours de travaux
- ✓ Les détails sur les moyens mis en œuvre par l'entreprise sur le chantier pour limiter son impact environnemental
- ✓ Les détails sur les moyens mis en œuvre par l'entreprise sur le chantier pour favoriser l'insertion professionnelle
- ✓ La quantité d'heures liées à l'insertion professionnelle prévue par l'entreprise

L'entrepreneur n'a pas l'obligation de fournir un mémoire technique, la notation de la valeur technique de l'offre se fera exclusivement sur le cadre de réponse transmis. L'entrepreneur pourra éventuellement soumettre une annexe au cadre de réponse pour présenter son planning prévisionnel.

Un mémoire technique pourra être transmis mais ne sera pas pris en compte dans la notation.

Le candidat pourra cependant joindre à son dossier toutes précisions qu'il jugera utiles à l'analyse de son offre financière.

Article 5 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

5.1 Transmission dématérialisée

La transmission dématérialisée des plis est obligatoire. Elle se fait par voie électronique sur notre profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

Pendant la procédure, l'intégralité des échanges sera dématérialisée, d'où la nécessité pour les candidats de s'identifier en utilisant UNE seule adresse électronique valide, régulièrement consultée, non générique. Il convient également de vérifier que les adresses e.mail@megalis.bretagne.bzh soient autorisées dans la messagerie pour éviter que les mails émanant du profil acheteur ne se retrouvent en « courrier indésirable ».

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

En cas de réception d'un pli après la date et l'heure limite indiquée, il ne sera ni ouvert ni analysé.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Par contre, la transmission des plis sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée, sauf s'il s'agit d'une copie de sauvegarde. Pour être valide, une copie de sauvegarde doit être transmise sous pli scellé avant la date limite de remise des offres et comporter obligatoirement la mention « copie de sauvegarde » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Tous formats d'utilisations courantes. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Toutefois, si ledit pli électronique est doublé d'une copie de sauvegarde valide (cf. ci-dessus), alors elle pourra être ouverte et l'offre du candidat pourra être analysée.

Modalités de signature électronique

La signature électronique est recommandée dans le respect des modalités décrites par la réglementation en vigueur.

Chaque pièce pour laquelle une signature électronique est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

En cas d'impossibilité pour l'attributaire de signer électroniquement le marché, les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché.

5.2 – Transmission éventuelle d'une copie de sauvegarde au format papier ou au format physique électronique (clé USB par exemple)

Les candidats transmettent la copie de sauvegarde de leur offre sous pli cacheté comportant obligatoirement la mention « copie de sauvegarde » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Pour faciliter l'acheminement et la présentation du pli, une annexe jointe à ce règlement de consultation est prévue.

Le candidat imprimera et apposera impérativement l'annexe sur le pli cacheté.

Ce pli contenant la copie de sauvegarde de l'offre dématérialisée devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Vallons de Haute Bretagne Communauté – 12 Rue Blaise Pascal – 35580 GUICHEN

Article 6 – Critères de sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours après réception de la demande du pouvoir adjudicateur. Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Article 7 – Jugement des offres

Le choix de l'offre la plus avantageuse sera apprécié en fonction des critères de classement pondérés de la manière suivante :

- le prix des prestations : **40 points**
- le délai de réalisation des travaux : **20 points**
- la valeur technique de l'offre : **40 points**

L'offre financière sera notée **sur 40** et appréciée par application de la formule suivante :

$$N = (P(md)/P(o))*40$$

Avec : - P(md) : Offre la moins disante

- P(o) : Offre considérée

Le délai de réalisation des travaux sera noté **sur 20** sur la base de l'appréciation du Maître d'Œuvre

La valeur technique de l'offre sera appréciée au vu du cadre de réponse noté également **sur 40** suivant le détail ci-après,

La note méthodologique des travaux de terrassements et de renaturation	12 points
Les moyens humains et matériels	6 points
L'organisation de chantier, planning prévisionnel et phasage des travaux	6 points
Moyens mis en œuvre pour limiter l'impact environnemental	12 points
Moyens mis en œuvre pour favoriser l'insertion professionnelle	4 points

La notation finale se fera de la manière suivante :

Note finale = **Note (offre considérée)** + **Note (délai de réalisation)** + **Note (valeur technique)**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée. Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Article 8 - Les négociations

A l'issue du classement des offres initiales, le pouvoir adjudicateur prendra, au choix, l'une des décisions suivantes :

- soit d'engager un ou plusieurs entretiens de négociation avec tous les candidats,
- soit d'engager un ou plusieurs entretiens de négociation avec les candidats dont l'offre répond de manière satisfaisante à son besoin dans les conditions économiquement avantageuses,
- soit de ne pas engager d'entretiens de négociation et de retenir l'offre la mieux classée.

Les négociations ne sont pas engagées avec le candidat si le pouvoir adjudicateur estime que son offre ne répond pas de manière satisfaisante à son besoin, dans les conditions économiquement avantageuses appréciées dans les conditions fixées à l'article 7.

Si le pouvoir adjudicateur engage des négociations, le nombre minimum de candidats invités à participer à ces négociations sera de trois, sauf si le nombre de candidat n'est pas suffisant.

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander, à tous les candidats concernés, de produire ou de compléter ces pièces ou informations.

Article 9 - Les nouvelles offres

Le cas échéant, au terme d'un ou plusieurs entretiens de négociation, les candidats sont invités à transmettre dans un délai identique une nouvelle offre.

Le marché est ensuite attribué au candidat dont l'offre est économiquement la plus avantageuse dans les conditions de l'article 7.

Article 10 – Renseignements complémentaires

Renseignements administratifs et/ou techniques via le profil acheteur :

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats transmettront leur demande, au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres, par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après **identification**, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur l'identification lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE). Si l'opérateur économique ne s'est pas identifié lors de la phase de téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), il ne pourra pas être tenu informé en cas de modification du dossier. Par conséquent, il est INDISPENSABLE d'indiquer lors de l'identification une adresse email valide, régulièrement consultée, non générique et vérifier que les adresses email@megalis.bretagne.bzh soient autorisées dans la messagerie pour éviter que les mails émanant du profil acheteur ne se retrouvent en « courrier indésirable ».

Article 11 – Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes, 3 contours de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes cedex

Tél : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet URL : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- . *Référé pré- contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat,*
- . *Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA.*
- . *Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).*
- . *Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.*

En cas de difficulté survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics.

22, mail Pablo Picasso

44042 Nantes

Tél : 02 53 46 79 83

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr